

FINAFRIQUE RESEARCH

TRÈS PETITES ENTREPRISES ET SECTEUR INFORMEL EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

*État des lieux des besoins et des mécanismes de
financement adaptés*

Auteur : Ronan TCHIEBEB

Avec la Contribution de :
Mélissa NGATCHA
Alice NJEUFA

TABLE DES MATIERES

CONTEXTE	3
ETAT DES LIEUX	4
PANORAMA DES SOLUTIONS	5
Les solutions historiques – financement formel	5
Les solutions alternatives – financement informel	7
Solutions émergentes et innovations	9
Une Initiative de financement innovante (via les Marchés de Capitaux) en cours ...	11
CONCLUSION	12
Annexes – Chiffres clés	13

CONTEXTE

Après plus d'une décennie de larges stimuli monétaires dans les pays développés, l'utilisation des capitaux fait de nouveau face à plus de minutie. Alors que les demandes de financement de projets sont davantage scrutées, les déficits en matière de financement ne cessent de croître. Ils atteignent¹ déjà **5 trillions de dollars** par an à l'échelle mondiale, pour les micro-petites-et-moyennes entreprises formelles, et **≈3 trillions pour le secteur informel**. En Afrique, ce déficit s'élève à 331 milliards de dollars sur le même périmètre (hors secteur informel).

Cependant, évoquer les déficits de financement des entreprises sans aborder les mécanismes de financement, c'est traiter le sujet à moitié.

Les entreprises sont de puissants moteurs d'innovation, de création d'emplois et de contribution à l'essor économique global – à condition qu'elles disposent de financements de type accessible, pérenne et inclusif.

Cette condition est particulièrement décisive en Afrique, où le sujet du financement est structurellement complexe, et davantage lorsqu'on se concentre sur l'univers peu couvert des très petites entreprises (TPE) et du secteur informel.

Pourtant, le secteur informel représente à lui seul :

- En termes d'emploi², **≈90%** des sources en Afrique sub-saharienne, contre **53%** en Amérique latine et **68%** en Asie pacifique
- En contribution au PIB³, **55%** des sources Afrique sub-saharienne, contre **≈30%** en Amérique latine et **18%** pour les pays dits en transition

Centrée sur les mécanismes de financement des TPE et du secteur informel en Afrique (zones⁴ UEMOA et CEMAC), cette étude vise à 1/ mieux comprendre les besoins spécifiques de cet univers, 2/ mettre en avant les innovations en place – qu'elles soient formelles ou informelles, mais surtout, 3/ offrir aux parties prenantes de nouvelles données pour leurs prises de décision.

¹ Source : SME Finance Forum, MSME Finance Gap.

² Source : Organisation Internationale du Travail, total emploi informel (agricole et non-agricole), « The Transition from the Informal to the Formal Economy in Africa, Background Paper N°4 December 2020 ».

³ Source : U.E., compilations de l'ONU (2015) et sources nationales pour l'Afrique, « Contribution de l'économie informelle au PIB ».

⁴ Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) = Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) = Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad.

ETAT DES LIEUX

L'univers des TPE et du secteur informel est complémentaire à celui des grandes entreprises, soit en leur servant de relais auprès des populations locales, soit en tant que fournisseur des composantes nécessaires à leurs activités. De plus, les TPE et le secteur informel sont les principaux engins économiques en zones rurales africaines, réduisant ainsi les déséquilibres régionaux.

Malgré son rôle central, le financement de cet univers reste un problème crucial, même si les principaux enjeux sont assez connus, comme recensés ci-dessous :

Enjeu	Illustration
1. Accès limité au financement formel	• Des exigences quasi prohibitives, comme les garanties demandées, généralement inaccessibles aux TPE en raison du côté informel et/ou peu structuré de leurs activités et, de l'absence d'actifs à valoriser. • Des procédures complexes et longues, qui finissent parfois par décourager les TPE dans leur recherche de financement formel. • Des solutions non adaptées, car généralement standardisées en termes de taille ou de durée. De plus, les femmes et les jeunes, qui sont prépondérants dans les TPE africaines, ont un moindre accès aux financements, car perçus comme à risque élevé.
2. Déficit de connaissances administratives et financières	• La majorité des TPE ne sont pas équipées pour produire des <i>business plans</i> et des dossiers de financement, pour optimiser leurs flux de trésorerie, ou encore pour comprendre les mécanismes financiers. • Une déconnection du système bancaire – l'ancrage rural et/ou le profil des gérants de TPE, limite leur couverture par les institutions financières classiques. • Une invisibilité inhérente - le manque de suivi comptable, fiscal et social, rend la gestion financière opaque et difficile à évaluer par les institutions financières traditionnelles.
3. Taux d'intérêt élevés et manque d'alternatives	• Des coûts considérables : Du fait de profils de risque considérés élevés et d'infrastructures de financement insuffisantes, qui pèsent sur les capacités de remboursement et les potentiels de croissance. • Des horizons court-termistes : Les banques privilégient souvent les financements à court ou moyen terme, ce qui est inadapté aux besoins d'investissement à long terme des TPE. • Des alternatives limitées : Des initiatives comme la microfinance ou le financement participatif existent, mais sont encore peu répandues et sous-financées, incapables de couvrir tous les besoins financiers des TPE.

4. Biais et structures de marché

- **Une concurrence des grandes entreprises et des PME**, qui sont généralement favorisées par les banques et bénéficient de meilleures conditions de financement que les TPE.
- **Les préférences des investisseurs**, qui préfèrent aussi investir dans des secteurs plus profonds et plus matures, ou dans des projets avec des rendements plus immédiats vs des besoins à long terme.
- **Les facteurs macroéconomiques** : Les économies africaines restent encore assez sensibles aux données macro (inflation, géopolitique, prix des matières premières), ce qui accroît la perception de risque pour les investisseurs, raréfiant ainsi les financements.

Source : FinAfrique Partners, liste non exhaustive, à titre d'illustration. Mai 2025.

PANORAMA DES SOLUTIONS

Malgré les enjeux listés plus haut, les économies africaines s'attèlent à étoffer leurs écosystèmes financiers, en renforçant la connexion avec le circuit financier mondial, ou au travers de dynamiques locales, mieux alignées à leurs contextes.

Ainsi, ces dernières années, l'innovation, les technologies numériques et des initiatives dédiées ont contribué à un environnement de [financement plus inclusif](#).

Nous vous proposons ci-après un panorama des mécanismes de financement employés par les TPE en Afrique, tout en relevant les dynamiques informelles, qui sont certes peu quantifiées, mais tout aussi effectives.

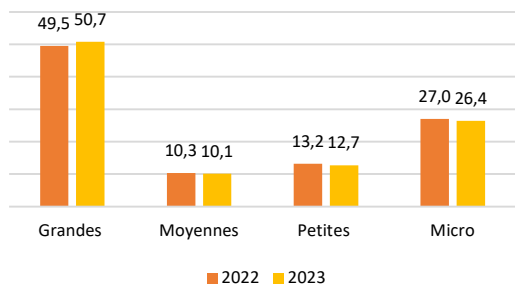
LES SOLUTIONS HISTORIQUES — FINANCEMENT FORMEL

a. Banques et institutions financières

Malgré des réticences à prêter aux TPE africaines, les banques restent une source de financement clé pour cet univers, au travers notamment de :

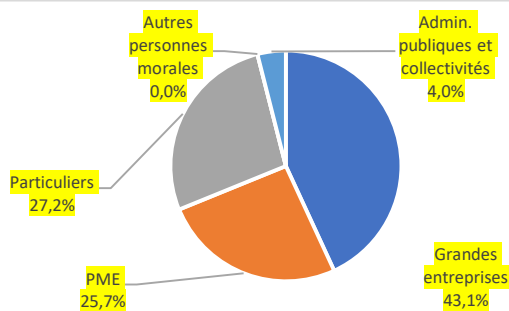
- **Microcrédits** : Certaines banques proposent des microcrédits, bien que souvent limités à de petites sommes et adossés à des coûts élevés.
- **Crédits traditionnels** : Bien que centrés vers des grandes entreprises, les crédits bancaires classiques sont aussi saisis par certaines TPE africaines

UEMOA – Evolution de la structure des crédits, par taille d'entreprises



Source : BCEAO, rapport annuel sur les conditions de banque en UEMOA 2023. Données susceptibles de varier dans le temps.

CEMAC – Répartition du volume de crédit, par entité



Source : BEAC, bulletin de statistiques sur les coûts et conditions de crédit dans la CEMAC, 1er semestre 2022. Données susceptibles de varier dans le temps.

b. Institutions de microfinance et coopératives de crédit

Elles jouent un rôle crucial dans le financement des TPE africaines, en particulier en zones rurales composées majoritairement de populations agricoles et d'artisans, et où l'offre bancaire est limitée. Elles sont des **spécialistes du secteur informel** et proposent des solutions mieux adaptées.

Chiffres clés sur la Microfinance en Afrique (UEMOA & CEMAC)



Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, rapport annuel 2023.



Source : Banque Etats de l'Afrique Centrale, rapport annuel 2023.

c. Finance islamique

Cette approche regroupe les activités financières et commerciales respectant les principes du droit et de la jurisprudence islamique, communément appelés *Charia*. C'est une **finance éthique, participative et non spéculative**.

Grâce à son impact positif en matière d'**inclusion financière** et de financement de projets, cette pratique est en pleine croissance en Afrique.

- ⇒ Au **Burkina Faso** par exemple, un texte de loi de février 2025 a étendu le périmètre des microfinances pour y intégrer les opérations de finance islamique. Auparavant, il existait une seule institution de microfinance dédiée exclusivement à la finance islamique.
- ⇒ Au **Sénégal** par exemple, par des prêts d'un montant total de 8 M. EUR, **Proparco** et **CDP**, les institutions de développement françaises et italiennes, ont permis en 2021, à la microfinance

PAMECAS d'octroyer plus de 3 800 micro-crédits supplémentaires⁵. Ce projet bénéficiait de [garanties de partage des risques](#) en faveur des entrepreneurs et TPE/PME, mises en place par l'Union Européenne en réponse à la crise du covid-19.

Aperçu de l'activité de l'IFC à l'échelle mondiale, en 2023			
 TPE		 PME	
Valeur totale des prêts accordés	68 Mds USD	Valeur totale des prêts accordés	285 Mds USD
Prêts aux entreprises détenues par des femmes	23 Mds USD	Prêts aux entreprises détenues par des femmes	36 Mds USD

Source : Banque Mondiale, MSME Finance, « The impact of IFC financial clients in 2023 ».

Les Etats africains ne sont pas en marge, certains parviennent à proposer un cadre ou à mobiliser des ressources pour cette problématique.

⇒ Au [Bénin](#) par exemple, il existe des structures nationales qui financent directement ou indirectement entreprises et populations, dont le [Fonds National pour le Développement de l'Agriculture](#) et le [Fonds National de la Microfinance](#).

a. Financements spécialisés

Certains acteurs se concentrent sur le potentiel des TPE africaines, surtout celles affichant un [business model innovant et duplicable](#) à grande échelle.

Ainsi, les investisseurs de type *business angels* apportent parfois une autre source de financement aux TPE, notamment dans les secteurs technologiques (*agritech, climate tech, edtech, healthtech, fintech, gaming...*), et ceux en grande demande (mobilité, énergie...).

LES SOLUTIONS ALTERNATIVES – FINANCEMENT INFORMEL

b. Epargne communautaire

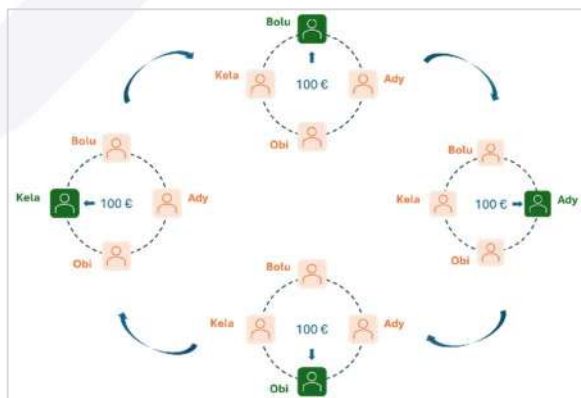
Il s'agit de [modèles d'épargne collective](#) comme la [tontine](#), dont les participants contribuent régulièrement à une cagnotte, permettant de collecter – chacun – les fonds selon un calendrier prédéfini, et d'obtenir des prêts de la cagnotte.

⁵ Source : Proparco, Octobre 2021.

Illustration n1 : fonctionnement d'un système d'épargne circulaire

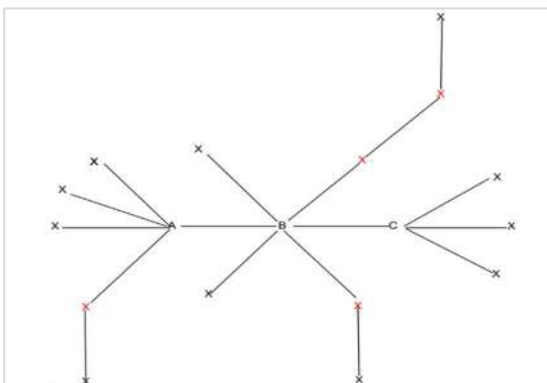
Aperçu des critères de création d'une tontine

- Nb de membres min. suggéré : 3
- Nb de rotations = nb de membres
- Fréquence des rotations : fixe
- Contrib. : fixes et égales par membre
- Encours de la tontine = somme des contrib. par



Source : Collaborative Finance, Fixed Allocation ROSCA. Graphique utilisé uniquement à titre d'illustration.

Illustration n2 : liens sociaux et canaux de circulation des cotisations dans les tontines



Légende :

- A, B, C = gérants, cotisants.
- X = intermédiaires cotisants.
- X = cotisants simples.

Source : Institut d'histoire moderne et contemporaine - France, « Tontines, réseaux et notion de crédit en Afrique de l'Ouest contemporaine ». Graphique utilisé uniquement à titre d'illustration.

Ces **systèmes d'épargne circulaire** sont très ancrés dans les traditions locales et très répandus dans les communautés rurales et urbaines en Afrique, en faisant la principale solution de financement informel en Afrique.

Tontines : faits marquants	
Cameroun	• Les tontines opéraient ≈190 Mds de Fcfa (329 M. USD) de valeur de transactions en 2013, d'après un rapport du Ministère des Finances. • 58% des actifs préfèrent les tontines aux banques traditionnelles, selon la même source.
Togo	• La tontine représentait 40 à 50 % des flux du système financier, lequel était évalué à ≈300 M. USD en 2016, selon l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinances (APIM). • ≈80 % des microfinances faisaient de la tontine leur produit standard en 2016, totalisant 1,8 millions de souscripteurs d'après l'APIM.

c. Groupes de travail rémunéré ou entraide

Ce système est basé sur une entraide entre membres d'une communauté pour réaliser des travaux agricoles ou domestiques notamment, correspondant à une forme de financement. Appelée **Adashe** au Niger, cette approche inclut des paiements en nature ou en espèces en contrepartie du travail réalisé.

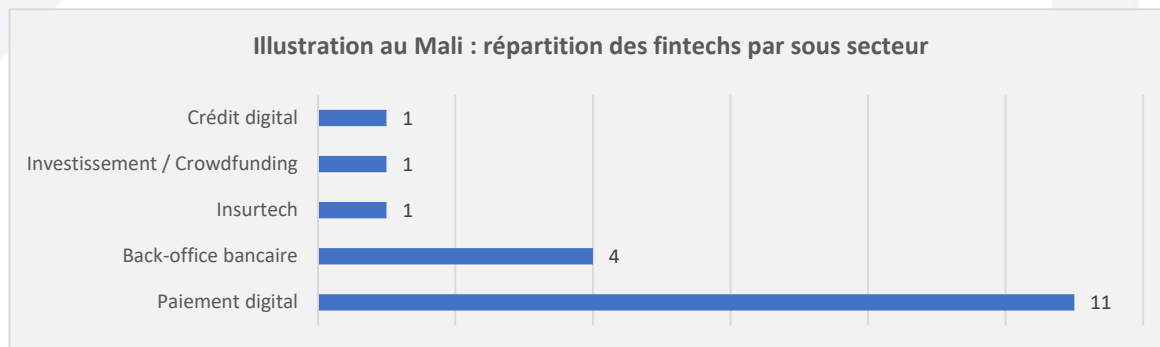
d. Financement des associations rurales

Certaines communautés mettent en place des caisses locales de solidarité ou des fonds communautaires pour financer des projets collectifs ou individuels, tels que l'achat de semences.

SOLUTIONS EMERGENTES ET INNOVATIONS

Avec la digitalisation des économies, de nouvelles solutions émergent, comme certaines **fintechs**, qui facilitent l'accès à des produits financiers à travers des plateformes numériques adaptées aux besoins des petits acteurs.

Des solutions comme le **e-microcrédit**, le **crowdfunding**, ou les **systèmes de paiement mobile** (ex : M-Pesa, Orange Money) ont ainsi transformé le paysage du financement en Afrique, en particulier pour les TPE et le secteur informel.

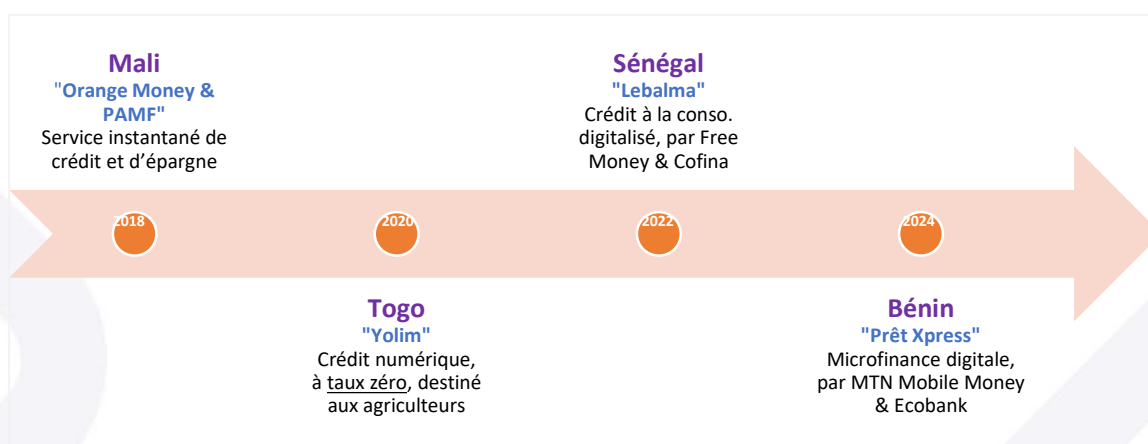


Source : MicroSave Consulting, nombre d'acteurs financiers dans le paysage FinTech malien en 2020.

e. Microfinance digitale

Capitalisant sur fulgurance du *mobile money* en Afrique, ce modèle permet de déployer plus largement l'offre de service de la micro-finance.

On a ainsi assisté à une multiplication des solutions de financement au cours des dernières années, [à la croisée entre finance et télécom](#).



f. Tontine numérique :

A l'image de la digitalisation des styles de vie et des services, [la tontine aussi passe à l'ère 2.0](#).

Illustrations :

- **MaTontine** : Plateforme de services financiers numériques qui donne accès à de petits prêts et des services connexes (tontine, micro-assurance, ...) pour les personnes financièrement exclues en Afrique.
- **Djangui et i-Djangui** : Applications de gestion de tontines en ligne, avec la possibilité d'intégrer les populations de la diaspora. Elles permettent 1/ de réaliser les cotisations (via Paypal et Mobile Money), 2/ de discuter entre membres en messagerie instantanée, 3/ de voter les membres du bureau, 4/ d'accéder aux comptes-rendus de réunions, 5/ de faire des emprunts...

g. Financement participatif

Encore appelée **crowdfunding**, cette approche connaît un essor considérable en Afrique, en particulier avec l'accès rapide et croissant à Internet et la recherche de solutions alternatives au financement traditionnel. Ci-dessous quelques points clés sur cette pratique en Afrique

- En 2015, le crowdfunding a permis de lever⁶ près 127 M. USD pour des projets en Afrique
- En zone CEMAC, le recours au crowdfunding reste négligeable et marqué par un **cadre réglementaire** encore en formation. Les statistiques⁷ disponibles font ainsi état de levées moyennes annuelles de 330'000 USD sur la seule plateforme **KIVA**.

h. Assur-tech

Bien que l'**assur-tech** ne soit pas un mécanisme de financement, nous pensons que cette solution contribue à la création d'un **écosystème financier sain et durable** en Afrique, d'autant plus que son déploiement contribue à pérenniser les pratiques financières, mais surtout repose sur des **opportunités économiques encore largement inexploitées**.

Avec près de **500 millions d'abonnés¹¹** à des services de téléphone mobile* en Afrique subsaharienne en 2020, soit ≈46 % de la **population¹¹**, et 28% de taux de pénétration** de l'**internet mobile¹¹**, cette région affiche le **taux de croissance le plus élevé** au monde dans ce secteur. Le GSMA prévoit⁸ même **615 millions d'abonnés en 2025** dans la région, soit 50% de taux de pénétration.

Dynamiques Soutenues de l'Economie Mobile en Afrique Sub-saharienne		
	4,4%	• Evolution du nombre d' abonnés mobiles entre 2020 et 2025
	9,3%	• Evolution des utilisateurs de l'internet mobile entre 2020 et 2025
	+44 Mds \$	• Revenus générés par les opérateurs de services mobiles en 2020 vs +56Mds \$ projetés en 2025

Source : GSMA, L'Economie Mobile Afrique subsaharienne, 2021.

Evolution = Taux de Croissance Annuel Cumulé sur la période.

⁶ Source : Rapport « Crowdfunding in Africa » d'Afriktart, 2015.

⁷ Source : BEAC, Le développement du Crowdfunding dans la CEMAC, 2018.

GSMA = Association internationale d'opérateurs et constructeurs de téléphonie mobile dans le monde.

⁸ Source : GSMA, L'Economie Mobile Afrique subsaharienne 2021.

*Nombre d'abonnés « mobile » uniques.

**Taux de pénétration de l'internet mobile, en % de population.

Alors le secteur bancaire a su capitaliser sur ce dynamisme, celui des assurances n'a connu qu'une faible évolution. Dans la communauté CIMA⁹ par exemple, son [taux de pénétration était encore proche de 1%](#) en 2022.

C'est à la croisée de ces segments (télécom. et assurance), que se trouve [un potentiel encore largement accessible](#), dans un contexte de [croissance galopante dans la région](#) sur le plan de la démographie, de l'urbanisation, de la digitalisation de l'économie et de la mobilité, entre autres.

UNE INITIATIVE DE FINANCEMENT INNOVANTE (VIA LES MARCHES DE CAPITAUX) EN COURS ...

Il s'agit du [Projet Inclusive Bonds](#) (initié par [FinAfrique Partners](#) il y a 5 ans) qui consiste à une émission obligataire spécifiquement destinée au financement des Très Petites Entreprises et du Secteur Informel. Cette émission a la particularité d'être orientée suivant un certain nombre de secteurs (Artisanat, Agriculture, Transport, ...) mais surtout d'être garantie par 3 parties prenantes : L'[État](#) (entre 20% et 50%), les [Institutions de Financement Internationales](#) (entre 20% et 50%) et les [Bénéficiaires de l'informel](#) (jusqu'à 30%).

Dans le cadre de ce Concept, l'État et les Institutions de Financement, ont la charge de sélectionner une [Structure de Microfinance](#) crédible pour jouer le rôle d'émetteur. Il est ensuite à la charge de cette Microfinance, « [émetteur désigné](#) », de sélectionner pour un secteur donné, des Groupements/Coopératives ayant fait preuve de bonne gouvernance opérationnelle et financière car ce sont ces derniers qui procèdent à la désignation au sein de leurs adhérents, des Emprunteurs « [bénéficiaires désignés](#) » de cette opération.

Les principaux objectifs de ce Projet sont :

- ▷ **Élargir la capacité** de financement du secteur informel en diversifiant les sources de financement (banques, microfinances, assurances, entreprises, entrepreneurs, étudiants, ménages, diasporas, etc.),
- ▷ **Améliorer l'accès au financement des Institutions de Microfinance** en leur proposant des prêts à des coûts plus abordables,
- ▷ **Réduire le coût du crédit** en offrant un taux de crédit deux fois plus bas que celui proposé aujourd'hui par les Institutions de Microfinance.

Ce Projet est en cours d'implémentation au [Cameroun](#) et en [Côte d'Ivoire](#), avec la Participation active des [Administrations Publiques](#) (Ministères des Finances, Commerce & PME) et bénéficie du soutien Technique et Financier du [CRDI](#) (Centre de Recherches pour le Développement International), du [PNUD](#) (Programme des Nations Unies pour le Développement) et de l'[UNECA](#) (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique).

⁹ Source : Conférence interafricaine des marchés d'assurance, organisme communautaire du secteur des assurances en Afrique. Rapport annuel CIMA, 2022.

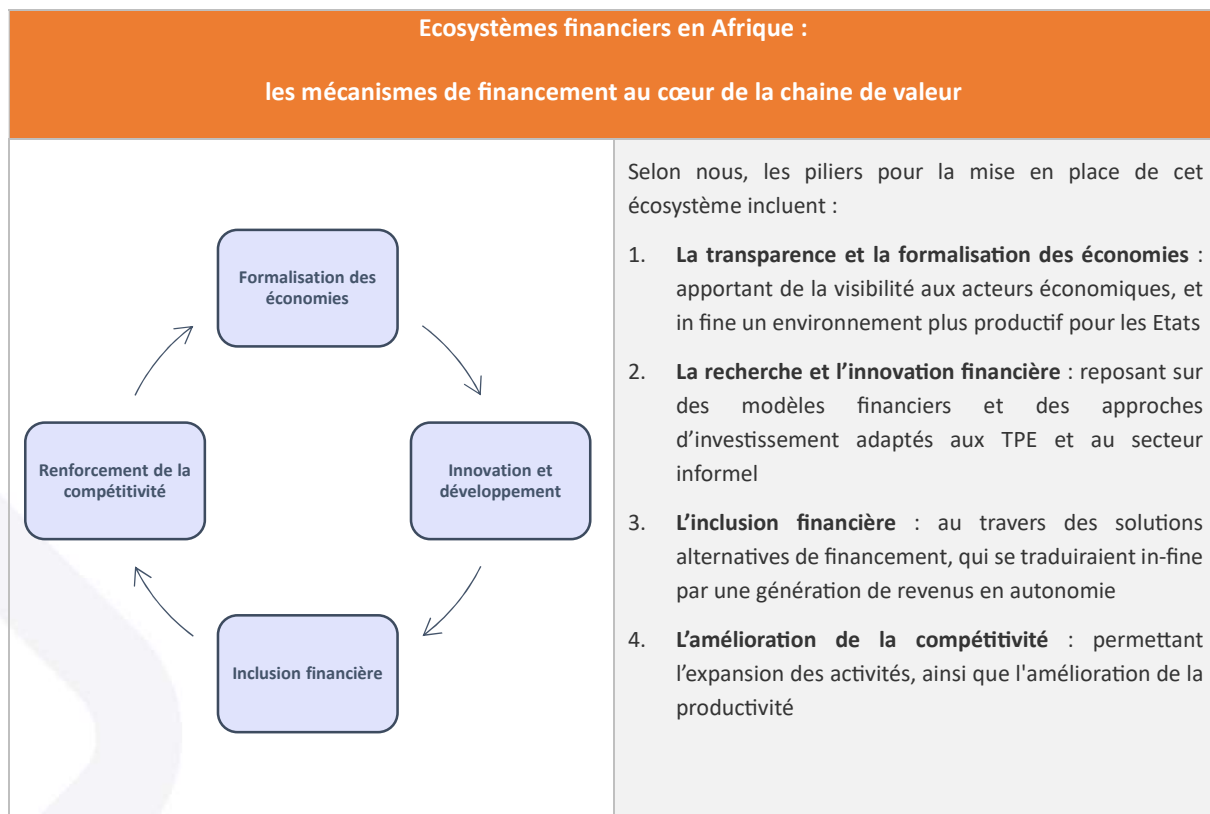
CONCLUSION

Tant que les TPE et les entreprises du secteur informel en Afrique seront traitées comme des acteurs économiques « à la marge », leur accès au financement sera limité ou adossé à des coûts contre-productifs à long terme.

Cette étude visait à revenir sur les [défis liés au financement](#) de cet univers, tout en répertoriant les différentes [solutions en place](#) pour y faire face. Par cet exercice, nous avons pu relever notamment :

- La part de la composante culturelle dans les pratiques financières en Afrique – notamment dans le secteur informel
- La dynamique entre les TPE et le secteur informel d'une part, et la croissance économique des pays africains d'autre part
- La capacité de résilience et d'innovation des TPE et du secteur informel – face à des déficits croissants en termes de financement.

Pour les parties prenantes, il en ressort aussi une [opportunité unique](#) par la participation à la mise en place d'un [écosystème financier inclusif](#) et dédié à l'univers des TPE et du secteur informel en Afrique.

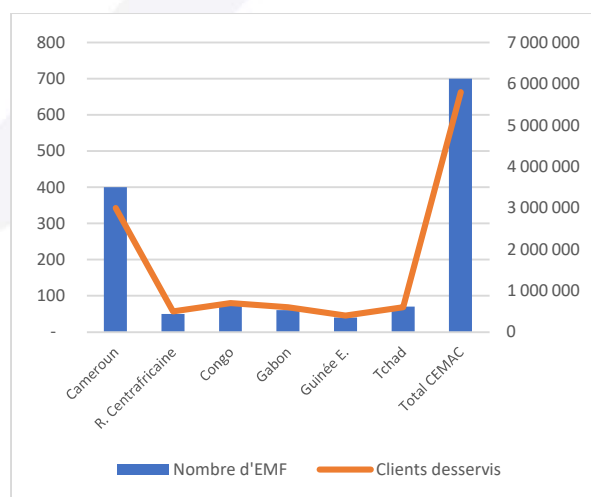


Source : FinAfrique Partners, à titre d'illustration, liste non exhaustive, Mai 2025.

ANNEXES – CHIFFRES CLES

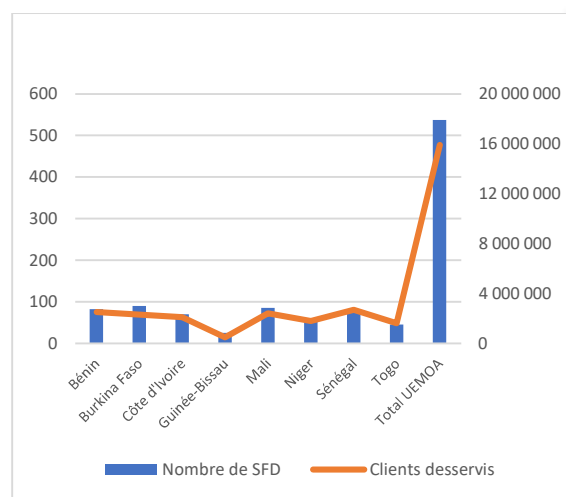
i. Secteur de la microfinance

CEMAC



Source : BEAC, rapports annuels et statistiques d'inclusion financière, à fin 2023. EMF = établissements de micro finance.

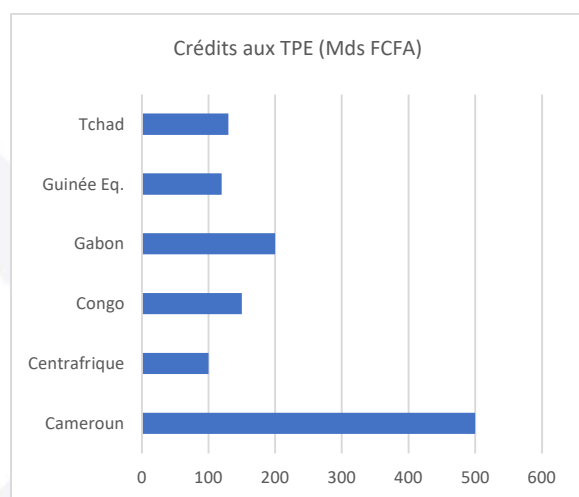
UEMOA



Note : Rapports de l'UEMOA à fin septembre 2024. SFD = système financier décentralisé.

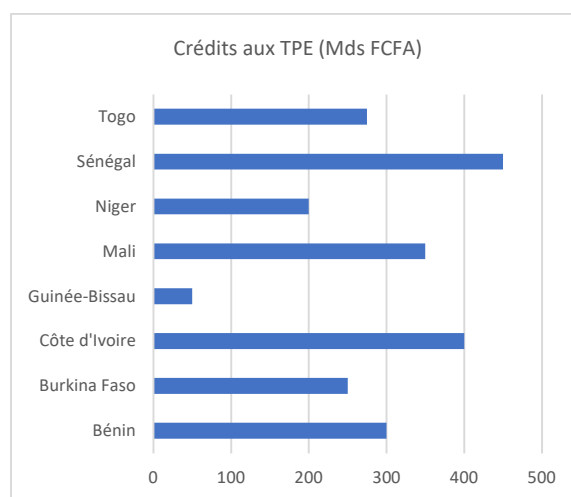
ii. Financement des TPE

CEMAC



Note : BEAC, rapports annuels et statistiques d'inclusion financière, à fin 2023

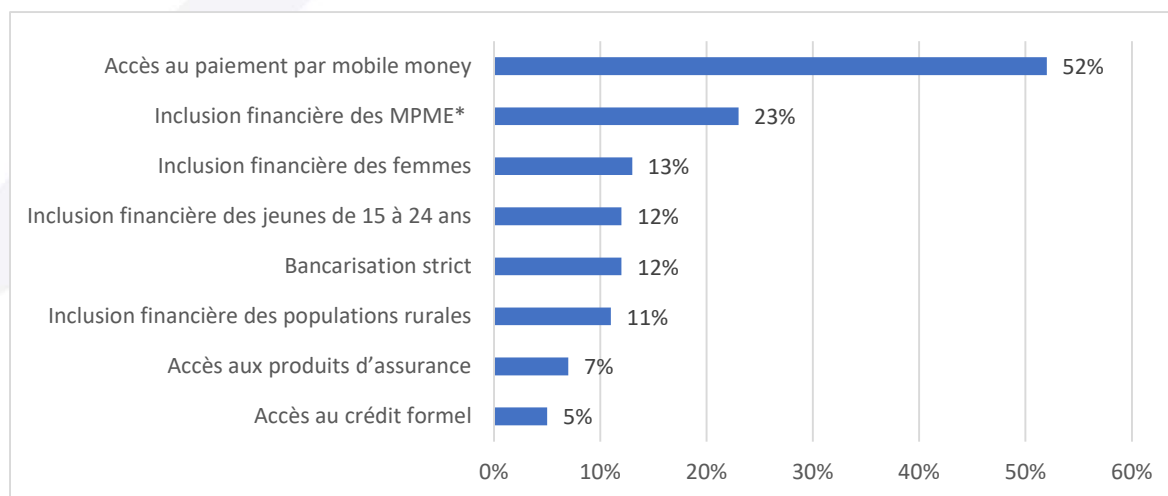
UEMOA



Source : BCEAO, rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA en 2022.

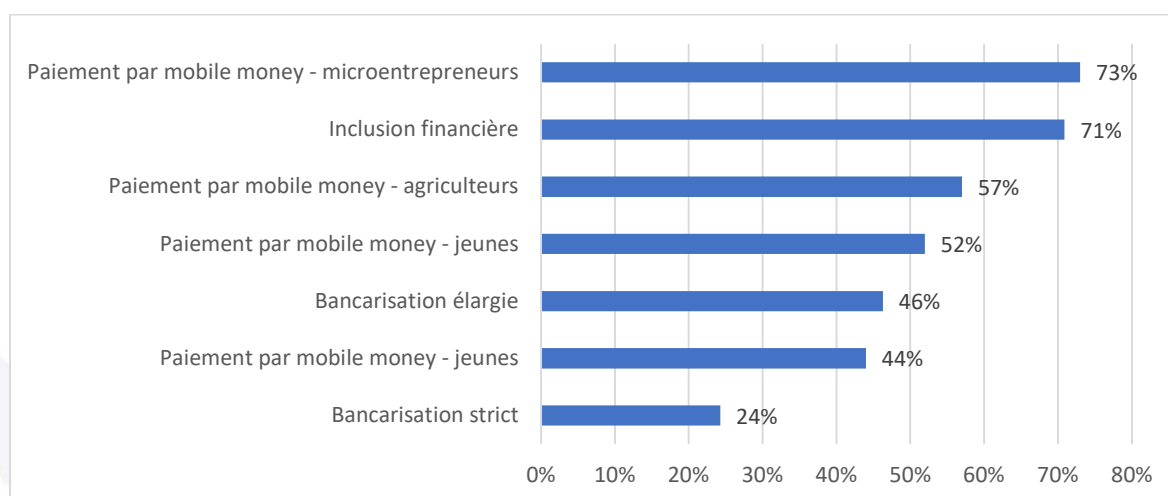
iii. Inclusion financière

CEMAC



Source : BEAC, taux d'accès aux outils d'inclusion financière, données à fin 2021. *Mesuré par l'accès au crédit.

UEMOA



Source : BCEAO, rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2022.